

éditorial

La gauche va-t-elle enfin se ressaisir ?

NE nous y trompons pas : c'est la gauche, dans son ensemble qui subit les conséquences des hésitations et des tergiversations de certains de ses membres. L'électeur refuse d'instruire des procès en responsabilités et a tendance à renvoyer dos à dos tous ceux qui, coupables ou innocents, apparaissent comme incapables de mettre sur pied un programme commun. C'est là que réside le meilleur argument du gaullisme. Le malaise est double. D'une part, il n'y a pas aujourd'hui de programme de toute la gauche. D'autre part, une partie de la gauche envisage des ententes avec une partie de la droite, pudiquement baptisée « centre ».

LE P.S.U., qui a milité, milite et militera inlassablement pour l'unité de la gauche autour d'un programme élaboré en commun, est d'autant plus fondé à tirer aujourd'hui le signal d'alarme qu'il est fermement décidé à ne se laisser décourager par aucune difficulté. Il ne se contente pas de critiquer. Il s'efforce de dégager des solutions positives. Au « plan » du régime, il a opposé un « contre-plan ». A toutes les organisations de gauche et pas seulement aux partis politiques, mais aux syndicats, aux sociétés de pensée, aux clubs, aux mouvements de jeunesse, il suggère une confrontation de tous les programmes et de tous les plans, afin que, d'un

par Edouard DEPREUX

libre débat, puisse sortir non pas un programme supplémentaire, mais **LE PROGRAMME DE LA GAUCHE**. Il pose, bien entendu, deux conditions : il ne faut pas aboutir à un simple catalogue, énumérant toute une série de réformes désirables, mais sans lien entre elles, et il est indispensable de préciser les moyens de faire aboutir les réformes envisagées et de vaincre les résistances que les privilégiés ne manqueront pas de dresser sur sa route. Les expériences de Wilson, en Grande-Bretagne, et du centre-gauche, en Italie, doivent inciter à de salutaires réflexions.

LES délégués du P.S.U. et du Parti communiste se sont réunis pour comparer leurs programmes. Ils ont, certes, noté des différences et qui pourrait s'en étonner ? Mais ils ont constaté des convergences sur beaucoup de points essentiels et les deux partis expriment le souhait que la F.G.D.S. participe à la discussion. De simples ententes électorales, qui ne s'appuieraient pas sur un programme précis, apparaîtraient, en effet, comme fragiles, ne donneraient pas à l'opinion l'impression que la gauche pose résolument sa candidature au pouvoir et qu'elle est capable de l'exercer, en faisant mieux que le régime actuel, aussi bien dans le domaine de la politique extérieure qu'en matière économique et sociale. L'élection présidentielle avait soulevé des espérances. L'élan est en grande partie brisé. Il est encore possible de renverser le courant dans un sens favorable, mais il est grand temps. Dans quelques semaines, dans quelques jours peut-être, il sera trop tard.

CE n'est pas par des flirts avec des conservateurs, qualifiés de « républicains de progrès », qu'on y parviendra, même si, comme nous, ces derniers condamnent (en paroles) le pouvoir personnel. Les jeunes, qui exigent un langage concret, sont plus intéressés par l'usage qui est fait de ce pouvoir que par son principe. S'il apparaissait que le chef de l'Etat fait d'une manière autoritaire un meilleur usage du pouvoir que les démocrates ou prétendus tels, l'U.N.R. aurait de beaux jours devant elle. N'est-il pas évident que, sur toutes les options fondamentales, la droite classique rejoint les défenseurs les plus inconditionnels du système ? Est-ce par hasard que, dans toutes les consultations électorales les plus récentes, et dans des milieux aussi différents que Brive, Longjumeau, Sainte-Geneviève-des-Bois et Sarcelles, souvent dès le premier tour, une entente complète a été réalisée entre les partisans les plus décidés de la V^e République et les nostalgiques de la IV^e, « indépendants » et adhérents au « Centre démocrate » ? Croit-on susciter l'enthousiasme populaire en contribuant à élire, sous couleur de moindre mal, des hommes qui demain serviront d'appoint à l'U.N.R. pour constituer une majorité ?

LA gauche ne peut vaincre et donner une signification à sa victoire que si elle mène un seul et même combat contre le gaullisme et la réaction. L'union contre nature de la gauche et du centre, que préconisent certains, si elle devait l'emporter, accorderait au gaullisme la plus belle des revanches posthumes. Par son impuissance et par sa pusillanimité, elle enterrerait la démocratie pour de longues années, non pas peut-être au profit du fascisme, mais d'une technocratie qui, dans ses sondages et organigrammes, oublierait tout simplement l'HOMME. Il n'est plus possible de tolérer des alliances tantôt avec la gauche, tantôt avec la droite, suivant les circonscriptions, non seulement par souci de moralité, mais pour des raisons d'efficacité. Les hommes de bon sens ont-ils réfléchi notamment à ce que serait demain la politique économique et sociale d'un gouvernement où siègeraient côte à côte des socialistes et des conservateurs ?

CE n'est pas par sectarisme, ce n'est pas non plus par dogmatisme, mais c'est essentiellement parce qu'il a le souci des réalités, que le P.S.U. lance un nouvel appel pour l'union de la gauche, de toute une gauche ouverte certes, renouvelée et résolument tournée vers l'avenir, mais de la gauche seule. Les correspondances que nous recevons quotidiennement prouvent que nous sommes de mieux en mieux compris. Puissent tous les hommes de gauche sentir l'urgence, la très grande urgence d'un accord sur cette base.



Tribune socialiste N° 299 / 29 octobre 1966
Page 3